



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de six mois clos
30 septembre 2022



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	9
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	10

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2022

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Il devrait aussi être lu conjointement avec le *Rapport annuel 2022* de l'ACSTA ainsi que le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2022*. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 24 novembre 2022, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire, financée par des crédits parlementaires. Elle rend compte au Parlement du Canada par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'assurer le contrôle de sûreté aux 89 aéroports désignés du pays par des tiers fournisseurs de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle des bagages enregistrés (ou de soute) des passagers à la recherche d'articles interdits, comme des explosifs, avant qu'ils ne soient transportés à bord d'un aéronef;

- le contrôle des non-passagers : le contrôle aléatoire des non-passagers, tels que le personnel navigant, le personnel de piste et les employés de l'aéroport, ainsi que leurs effets personnels, y compris les véhicules et leur contenu, qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports qui présentent les risques les plus élevés;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le système qui utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports. L'administration aéroportuaire est l'autorité de dernière instance en matière de l'accès aux zones réglementées d'un aéroport.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sûreté s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est également responsable des fonctions rattachées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que ce dernier pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports, là où la capacité existe. Ce programme, destiné à contrôler de quantités limitées de fret en dehors des heures de pointe, prévoit l'utilisation du matériel technologique et des ressources en place.

Au cours des années précédentes, l'Administration a fourni ces services aux aéroports désignés et non désignés selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service de ce type n'a été fourni du 1^{er} avril 2020 au 24 juin 2022, date à laquelle l'ACSTA a recommencé à fournir des services de contrôle à l'administration aéroportuaire de Muskoka. Cette entente était en vigueur pour la saison estivale des voyages jusqu'au 6 septembre 2022.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

REPRISE DE L'INDUSTRIE

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sans précédent sur l'industrie de l'aviation. Les volumes de passagers ont atteint un creux historique en avril 2020. Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA et d'autres sources, le nombre de personnes contrôlées au Canada est passé de 7,3 millions de passagers pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 à 16,4 millions de passagers pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. L'ACSTA a fait face à des défis au cours des derniers mois en raison de la reprise de la demande de voyages aériens dans certains aéroports. En réponse à ces défis, les fournisseurs de services de contrôle de l'ACSTA ont accru leurs efforts d'embauche. L'ACSTA continue de travailler en étroite collaboration avec Transports Canada et des intervenants externes pour soutenir la reprise continue de l'industrie du transport aérien.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA maintient une gestion efficace des risques de l'entreprise afin de s'assurer que les risques sont identifiés, évalués et gérés de manière appropriée. Une évaluation complète des risques d'entreprise de l'Administration, des répercussions potentielles et des mesures d'atténuation est publiée dans le *Rapport annuel 2022* de l'ACSTA.

Les cotes globales de risques d'entreprise de l'ACSTA restent inchangées par rapport à ce qui est indiqué dans le *Rapport financier trimestriel de l'ACSTA pour le trimestre clos le 30 juin 2022*. L'ACSTA surveille et atténue activement les répercussions continues de la reprise de l'industrie aéronautique sur ses risques d'entreprise.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts principaux constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et les périodes de six mois clos les 30 septembre 2022 et 2021.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le				Périodes de six mois closes le			
	30 septembre				30 septembre			
	2022	2021	Écart en \$	Écart en %	2022	2021	Écart en \$	Écart en %
Charges ¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	187 865 \$	144 603 \$	43 262 \$	29,9 %	349 448 \$	267 407 \$	82 041 \$	30,7 %
Exploitation et entretien du matériel	10 432	10 688	(256)	(2,4 %)	20 297	19 363	934	4,8 %
Soutien des programmes et services généraux	22 155	20 004	2 151	10,8 %	45 675	42 361	3 314	7,8 %
Amortissement	11 045	20 236	(9 191)	(45,4 %)	22 042	40 729	(18 687)	(45,9 %)
Total des charges	231 497	195 531	35 966	18,4 %	437 462	369 860	67 602	18,3 %
Autres (produits) charges	(981)	1 842	(2 823)	(153,3 %)	(1 333)	2 096	(3 429)	(163,6 %)
Performance financière avant les produits et le financement public	230 516	197 373	33 143	16,8 %	436 129	371 956	64 173	17,3 %
Produits	640	78	562	720,5 %	810	127	683	537,8 %
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	219 761	175 703	44 058	25,1 %	412 479	328 568	83 911	25,5 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	10 105	21 253	(11 148)	(52,5 %)	20 191	40 803	(20 612)	(50,5 %)
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	1 013	980	33	3,4 %	2 019	2 011	8	0,4 %
Total du financement public	230 879	197 936	32 943	16,6 %	434 689	371 382	63 307	17,0 %
Performance financière	1 003 \$	641 \$	362 \$	56,5 %	(630) \$	(447) \$	(183) \$	(40,9 %)
Autres éléments du résultat global	(3 150)	8 171	(11 321)	(138,6 %)	4 384	6 764	(2 380)	(35,2 %)
Résultat global total	(2 147) \$	8 812 \$	(10 959) \$	(124,4 %)	3 754 \$	6 317 \$	(2 563) \$	(40,6 %)

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 43 262 \$ (29,9 %) et de 82 041 \$ (30,7 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Ces hausses s'expliquent surtout par une augmentation du volume de passagers, ce qui a entraîné l'achat d'heures de contrôle supplémentaires pour un total de 29 645 \$ et 65 714 \$, partiellement compensé par l'achat de moins d'heures associées à la vérification de la température pour un total de 4 992 \$ et de 15 997 \$, respectivement. Les hausses globales sont également attribuables à une augmentation des dépenses au titre de la formation des agents de contrôle et d'initiatives connexes pour appuyer la reprise à l'industrie d'aviation totalisant 15 539 \$ et 25 484 \$, respectivement, et aux augmentations du taux de facturation annuelle des fournisseurs de services de contrôle totalisant 3 776 \$ et 5 901 \$, respectivement.

Soutien des programmes et services généraux

Les charges relatives au soutien des programmes et des services généraux ont augmenté de 2 151 \$ (10,8 %) et de 3 314 \$ (7,8 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Ces hausses sont principalement attribuables à une augmentation des frais relatifs aux employés de 1 849 \$ et de 2 031 \$, respectivement, et à des coûts plus élevés à l'appui des priorités organisationnelles (y compris la reprise de l'industrie, l'engagement des Autochtones, et la modernisation des locaux à bureaux) totalisant 892 \$ et 2 468 \$, respectivement. Ces hausses ont été partiellement compensées par la baisse des coûts associés au régime de retraite à prestations déterminées de l'ACSTA, totalisant 590 \$ et 1 184 \$, respectivement.

Amortissement

L'amortissement a diminué de 9 191 \$ (45,4 %) et de 18 687 \$ (45,9 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Les diminutions sont principalement attribuables à la modification de la durée de vie utile estimée de certains matériels de contrôle de l'ACSTA et des logiciels du réseau centralisé connexes, qui passe de 10 ans à 15 ans, à compter du 1^{er} avril 2022.

Autres (produits) charges

Les autres (produits) charges ont diminué de 2 823 \$ (153,3 %) et de 3 429 \$ (163,6 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. La diminution des charges pour les périodes de trois et six mois est principalement attribuable aux gains nets sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Financement public

L'ACSTA est financée au moyen de crédits provenant du Trésor fédéral pour ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations. Les paiements de loyers pour les contrats de location de l'ACSTA qui sont inscrits à l'actif aux termes de la norme IFRS 16 sont financés par les crédits parlementaires pour les dépenses en immobilisations.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 44 058 \$ (25,1 %) et de 83 911 \$ (25,5 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, décrites précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 11 148 \$ (52,5 %) et de 20 612 \$ (50,5 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Les diminutions sont principalement attribuables à une réduction des charges d'amortissement, décrites précédemment.

Crédits parlementaires pour les paiements de loyers

Les paiements de loyers de l'ACSTA sont généralement versés au cours du mois où les crédits correspondants sont reçus. Il n'y a donc aucun financement public différé lié à ces dépenses.

Les crédits parlementaires pour les paiements de loyers sont comparables à l'exercice précédent.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie en raison des modifications aux hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite.

La perte au titre des autres éléments du résultat global de 3 150 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 est attribuable à une perte de réévaluation de 3 150 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 8 171 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 a été attribuable à un gain de réévaluation de 13 163 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base entre le 30 juin 2021 et le 30 septembre 2021. Il est en partie compensé par une perte de réévaluation de 4 992 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 4 384 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2022 a été attribuable à un gain de réévaluation de 39 852 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base entre le 31 mars 2022 et le 30 septembre 2022. Il est en partie compensé par une perte de réévaluation de 35 468 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 6 764 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2021 a été attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes plus élevé que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 septembre 2022, comparativement au 31 mars 2022.

Points saillants financiers – État intermédiaire				
résumé de la situation financière				
(non audité)	30 septembre	31 mars	Écart en \$	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)	2022	2022		
Actifs courants	211 028 \$	126 526 \$	84 502 \$	66,8 %
Actifs non courants	465 049	480 996	(15 947)	(3,3 %)
Total des actifs	676 077 \$	607 522 \$	68 555 \$	11,3 %
Passifs courants	214 151 \$	129 955 \$	84 196 \$	64,8 %
Passifs non courants	420 398	439 793	(19 395)	(4,4 %)
Total des passifs	634 549 \$	569 748 \$	64 801 \$	11,4 %

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 84 502 \$ (66,8 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 42 610 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment où les décaissements ont été effectués pour régler les fournisseurs (biens et services);
- une augmentation de 44 411 \$ des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une diminution des crédits parlementaires à recevoir;
- une diminution des charges payées d'avance de 2 754 \$ attribuable à l'amortissement des primes annuelles d'assurance et des services annuels d'entretien et de soutien.

Les actifs non courants ont diminué de 15 947 \$ (3,3 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 15 916 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à un amortissement totalisant 20 250 \$, qui a été partiellement compensé par des acquisitions de 4 350 \$;

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 84 196 \$ (64,8 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 89 292 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs;
- une diminution de 3 958 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation en raison de la réduction des soldes des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont diminué de 19 395 \$ (4,4 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 15 841 \$ découlant d'un amortissement du financement public différé lié aux immobilisations de 20 191 \$ dépassant les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 4 350 \$;
- une diminution de 2 752 \$ du passif au titre des avantages du personnel pour l'autre régime à prestations définies de l'ACSTA.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les activités de l'ACSTA sont financées au moyen des crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada et sont décrites dans le *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023 à 2026-2027* de l'ACSTA.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les crédits parlementaires utilisés sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ».

Dépenses de fonctionnement

Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement entre la performance financière comptabilisée selon les normes internationales d'information financière (IFRS) et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (non audités) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Périodes de six mois closes le	
	30 septembre		30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Performance financière avant les produits et le financement public	230 516 \$	197 373 \$	436 129 \$	371 956 \$
Produits	(640)	(78)	(810)	(127)
Performance financière avant le financement public	229 876	197 295	435 319	371 829
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(11 045)	(20 236)	(22 042)	(40 729)
Frais relatifs aux employés à payer ¹	(272)	(83)	(1 952)	(1 999)
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	(68)	(36)	(137)	(74)
Perte de change hors trésorerie comptabilisée en performance financière	(36)	(56)	(122)	(271)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat	1 016	457	1 473	696
Charges au titre des avantages du personnel ²	290	342	(44)	1 096
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(40)	(16)	(40)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	-	(1 940)	-	(1 940)
Crédits utilisés pour les charges d'exploitation	219 761 \$	175 703 \$	412 479 \$	328 568 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ³	(3 473)	(3 339)	(3 958)	(4 800)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	216 288 \$	172 364 \$	408 521 \$	323 768 \$

¹ Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 30 septembre 2022. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

² Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

³ Les charges et les stocks payés d'avance au moyen des crédits pour les charges d'exploitation sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

Le tableau ci-après résume le rapprochement des dépenses en immobilisations et paiements de loyers présentées selon les IFRS et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations.

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (non audités) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le 30 septembre		Périodes de six mois closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
	Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs (SDE)	2 229 \$	829 \$	3 493 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs (non SDE)	504	205	857	260
Paiements de loyers	1 013	980	2 019	2 011
Total des dépenses en immobilisations	3 746 \$	2 014 \$	6 369 \$	5 335 \$
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises en lien avec des dépenses en immobilisations	-	-	-	4
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	3 746 \$	2 014 \$	6 369 \$	5 339 \$

CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation correspondent à ce qui est prévu dans les budgets de fonctionnement décrits dans le *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023–2026-2027* approuvé de l'ACSTA pour la période de six mois close le 30 septembre 2022.

Les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations sont plus bas que prévue dans les budgets d'investissement décrits dans le *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023–2026-2027* approuvé de l'ACSTA pour la période de six mois close le 30 septembre 2022. Cela est dû aux délais dans les dépenses en immobilisations associés à divers projets SDE et non SDE, résultant principalement des retards des fournisseurs et des changements dans les plans de projet des aéroports.

L'ACSTA est en voie d'atteindre les objectifs opérationnels et financiers et d'obtenir les résultats financiers pour l'exercice en cours qui sont décrits dans son *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023–2026-2027* qui a été approuvé.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Michael Saunders
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

24 novembre 2022



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers

Ottawa, Canada

24 novembre 2022

États financiers intermédiaires résumés

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA
SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**

30 septembre 2022

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	50 191 \$	7 581 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	145 081	100 670
Stocks (note 5)	10 202	11 406
Dépenses payées d'avance	4 081	6 835
Actifs financiers dérivés (note 15)	1 473	34
	211 028	126 526
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 6)	377 745	392 726
Immobilisations incorporelles (note 7)	13 810	14 745
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	14 916	16 569
Actif au titre des avantages du personnel (note 9)	58 538	56 950
Actifs financiers dérivés (note 15)	40	6
	465 049	480 996
Total des actifs	676 077 \$	607 522 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	196 040 \$	106 748 \$
Retenues de garantie	1 640	1 637
Provisions (note 10)	-	200
Obligations locatives (note 11)	2 188	3 129
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 12)	14 283	18 241
	214 151	129 955
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 11)	13 305	14 107
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	390 738	406 579
Passif au titre des avantages du personnel (note 9)	16 355	19 107
	420 398	439 793
Capitaux propres		
Excédent accumulé	41 528	37 774
Total des passifs et des capitaux propres	676 077 \$	607 522 \$

Éventualités (note 10) et accords contractuels (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le 30 septembre		Périodes de six mois closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges				
Contrôle préembarquement	143 510 \$	103 047 \$	263 653 \$	183 253 \$
Contrôle des bagages enregistrés	38 475	41 392	74 638	79 367
Contrôle des non-passagers	35 779	39 040	71 370	81 960
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	1 155	669	2 170	1 442
Services généraux	12 578	11 383	25 631	23 838
Total des charges (note 13)	231 497	195 531	437 462	369 860
Autres (produits) charges				
Charges financières	69	36	139	76
Gain net sur la juste valeur d'instruments financiers	(1 016)	(457)	(1 473)	(696)
(Gain) perte de change	(34)	283	(15)	736
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	1 940	-	1 940
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	40	16	40
Total des autres (produits) charges	(981)	1 842	(1 333)	2 096
Performance financière avant les produits et le financement public	230 516	197 373	436 129	371 956
Produits				
Produits financiers	577	78	740	127
Services de contrôle – autres	63	-	70	-
Total des produits	640	78	810	127
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 12)	219 761	175 703	412 479	328 568
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	10 105	21 253	20 191	40 803
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers (note 14)	1 013	980	2 019	2 011
Total du financement public	230 879	197 936	434 689	371 382
Performance financière	1 003 \$	641 \$	(630) \$	(447) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(3 150)	8 171	4 384	6 764
Résultat global total	(2 147) \$	8 812 \$	3 754 \$	6 317 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 30 septembre :	
	Excédent (déficit) accumulé
Solde au 30 juin 2022	43 675 \$
Performance financière	1 003
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(3 150)
Solde au 30 septembre 2022	41 528 \$
Solde au 30 juin 2021	11 011 \$
Performance financière	641
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	8 171
Solde au 30 septembre 2021	19 823 \$

Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre :	
	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2022	37 774 \$
Performance financière	(630)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	4 384
Solde au 30 septembre 2022	41 528 \$
Solde au 31 mars 2021	13 506 \$
Performance financière	(447)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	6 764
Solde au 30 septembre 2021	19 823 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	1 003 \$	641 \$	(630) \$	(447) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement (note 13)	11 045	20 236	22 042	40 729
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	236	1 210	163	1 400
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	(10 105)	(21 253)	(20 191)	(40 803)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	(1 016)	(457)	(1 473)	(696)
Variation du passif/de l'actif net au titre des avantages du personnel	(290)	(342)	44	(1 096)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	1 940	-	1 940
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	40	16	40
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 18)	11 298	(8 022)	46 684	8 457
	12 171	(6 007)	46 655	9 524
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 14)	2 916	13 082	2 916	13 082
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 690)	(7 867)	(4 952)	(19 990)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(127)	-	(127)	(76)
	(901)	5 215	(2 163)	(6 984)
Activités de financement				
Paiements de capital sur les obligations locatives	(945)	(944)	(1 882)	(1 937)
	(945)	(944)	(1 882)	(1 937)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	10 325	(1 736)	42 610	603
Trésorerie à l'ouverture de la période	39 866	16 425	7 581	14 086
Trésorerie à la clôture de la période	50 191 \$	14 689 \$	50 191 \$	14 689 \$

La charge d'intérêts payée et le produit d'intérêts reçu correspondent approximativement aux charges financières et aux produits financiers, respectivement, tel qu'ils sont présentés à l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, qu'ils s'agisse du contrôle des passagers et des bagages, ou du contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée au moyen de crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Au cours des exercices précédentes, l'ACSTA avait fourni des services de contrôle aux aéroports désignés et non désignés selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service de ce type n'a été fourni du 1^{er} avril 2020 au 24 juin 2022, date à laquelle l'ACSTA a repris les services de contrôle auprès de l'administration aéroportuaire de Muskoka. Cette entente de travail était en vigueur jusqu'au 6 septembre 2022.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 24 novembre 2022.

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle qu'elle est publiée par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : Lignes directrices GC 5200 : Rapport financier trimestriel des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récent. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et dans les états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Crédits parlementaires (note 17)	138 890 \$	91 760 \$
TPS et TVH à recouvrer	5 158	6 937
TVP à recouvrer	972	1 973
Services de contrôle – autres	61	-
	145 081 \$	100 670 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients à recevoir sont de 30 jours. Au 30 septembre 2022 et au 31 mars 2022, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Pièces de rechange	9 111 \$	9 733 \$
CIZR	924	854
Uniformes	167	819
	10 202 \$	11 406 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Trav aux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2021	160 467	\$ 662 284	\$ 20 919	\$ 5 336	\$ 31 045	\$ 129	\$ 10 113	\$ 18 642	\$ 908 935
Entrées	400	1 016	-	226	118	-	-	4 017	5 777
Sorties	(2 394)	(5 630)	-	-	-	-	-	-	(8 024)
Radiations	(616)	(736)	(200)	(1 736)	(2 092)	-	-	(54)	(5 434)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(1 582)	-	-	(358)	(1 940)
Reclassements	4 992	1 077	3	163	1 443	-	-	(7 704)	(26)
Solde au 31 mars 2022	162 849	\$ 658 011	\$ 20 722	\$ 3 989	\$ 28 932	\$ 129	\$ 10 113	\$ 14 543	\$ 899 288
Solde au 31 mars 2022	162 849	\$ 658 011	\$ 20 722	\$ 3 989	\$ 28 932	\$ 129	\$ 10 113	\$ 14 543	\$ 899 288
Entrées	28	240	-	50	101	-	380	3 406	4 205
Sorties	(2 190)	(2 347)	-	(95)	(238)	-	(140)	-	(5 010)
Radiations	-	-	-	(512)	(293)	-	-	(7)	(812)
Reclassements	3 491	801	-	-	387	-	30	(4 709)	-
Solde au 30 septembre 2022	164 178	\$ 656 705	\$ 20 722	\$ 3 432	\$ 28 889	\$ 129	\$ 10 383	\$ 13 233	\$ 897 671
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2021	109 590	\$ 289 287	\$ 15 012	\$ 4 206	\$ 18 051	\$ 72	\$ 9 148	\$ -	\$ 445 366
Amortissement	8 971	59 943	1 115	383	3 649	23	379	-	74 463
Sorties	(2 394)	(5 630)	-	-	-	-	-	-	(8 024)
Radiations	(555)	(706)	(154)	(1 736)	(2 092)	-	-	-	(5 243)
Solde au 31 mars 2022	115 612	\$ 342 894	\$ 15 973	\$ 2 853	\$ 19 608	\$ 95	\$ 9 527	\$ -	\$ 506 562
Solde au 31 mars 2022	115 612	\$ 342 894	\$ 15 973	\$ 2 853	\$ 19 608	\$ 95	\$ 9 527	\$ -	\$ 506 562
Amortissement	2 432	14 607	296	179	1 485	12	159	-	19 170
Sorties	(2 190)	(2 347)	-	(95)	(238)	-	(140)	-	(5 010)
Radiations	-	-	-	(512)	(284)	-	-	-	(796)
Solde au 30 septembre 2022	115 854	\$ 355 154	\$ 16 269	\$ 2 425	\$ 20 571	\$ 107	\$ 9 546	\$ -	\$ 519 926
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2022	47 237	\$ 315 117	\$ 4 749	\$ 1 136	\$ 9 324	\$ 34	\$ 586	\$ 14 543	\$ 392 726
Au 30 septembre 2022	48 324	\$ 301 551	\$ 4 453	\$ 1 007	\$ 8 318	\$ 22	\$ 837	\$ 13 233	\$ 377 745

Au 31 mars 2022, la durée de vie utile estimée de certains matériels de contrôle et des actifs logiciels connexes du réseau centralisé a été évaluée et révisée, passant de 10 ans à 15 ans, afin de mieux refléter leur cycle de vie anticipée. Le changement d'estimation comptable sera comptabilisé sur une base prospective à compter du 1^{er} avril 2022.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2021	11 154 \$	20 844 \$	73 \$	32 071 \$
Entrées	439	39	-	478
Radiations	(776)	(395)	-	(1 171)
Reclassements	26	73	(73)	26
Solde au 31 mars 2022	10 843 \$	20 561 \$	- \$	31 404 \$
Solde au 31 mars 2022	10 843 \$	20 561 \$	- \$	31 404 \$
Entrées	-	-	145	145
Radiations	-	(350)	-	(350)
Solde au 30 septembre 2022	10 843 \$	20 211 \$	145 \$	31 199 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2021	5 268 \$	9 969 \$	- \$	15 237 \$
Amortissement	1 028	1 560	-	2 588
Radiations	(771)	(395)	-	(1 166)
Solde au 31 mars 2022	5 525 \$	11 134 \$	- \$	16 659 \$
Solde au 31 mars 2022	5 525 \$	11 134 \$	- \$	16 659 \$
Amortissement	400	680	-	1 080
Radiations	-	(350)	-	(350)
Solde au 30 septembre 2022	5 925 \$	11 464 \$	- \$	17 389 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2022	5 318 \$	9 427 \$	- \$	14 745 \$
Au 30 septembre 2022	4 918 \$	8 747 \$	145 \$	13 810 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

8. Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 31 mars 2021	8 566 \$	1 371 \$	9 937 \$
Entrées	10 292	-	10 292
Diminutions	(49)	-	(49)
Amortissement	(3 343)	(268)	(3 611)
Solde au 31 mars 2022	15 466 \$	1 103 \$	16 569 \$
Solde au 31 mars 2022	15 466 \$	1 103 \$	16 569 \$
Entrées	139	-	139
Amortissement	(1 687)	(105)	(1 792)
Solde au 30 septembre 2022	13 918 \$	998 \$	14 916 \$

9. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	55 260 \$	53 600 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	3 278	3 350
	58 538	56 950
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(16 355)	(19 107)
	(16 355)	(19 107)
Avantages du personnel – actif net	42 183 \$	37 843 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos le 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	1 397 \$	1 726 \$	13 \$	20 \$	224 \$	256 \$	1 634 \$	2 002 \$
Frais administratifs	94	94	4	4	-	-	98	98
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	2 130	1 939	49	46	199	183	2 378	2 168
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(2 625)	(2 187)	(82)	(67)	-	-	(2 707)	(2 254)
	996 \$	1 572 \$	(16) \$	3 \$	423 \$	439 \$	1 403 \$	2 014 \$

Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	(3 018) \$	(5 000) \$	(132) \$	8 \$	- \$	- \$	(3 150) \$	(4 992) \$
Gains actuariels	-	11 764	-	248	-	1 151	-	13 163
	(3 018) \$	6 764 \$	(132) \$	256 \$	- \$	1 151 \$	(3 150) \$	8 171 \$

	Périodes de six mois closes les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021

Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière

Coût des services rendus au cours de la période	2 794 \$	3 452 \$	27 \$	40 \$	448 \$	512 \$	3 269 \$	4 004 \$
Frais administratifs	188	188	8	8	-	-	196	196
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	4 260	3 878	98	92	398	366	4 756	4 336
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(5 250)	(4 373)	(164)	(135)	-	-	(5 414)	(4 508)
	1 992 \$	3 145 \$	(31) \$	5 \$	846 \$	878 \$	2 807 \$	4 028 \$

Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	(34 638) \$	6 543 \$	(830) \$	221 \$	- \$	- \$	(35 468) \$	6 764 \$
Gains actuariels	35 655	-	707	-	3 490	-	39 852	-
	1 017 \$	6 543 \$	(123) \$	221 \$	3 490 \$	- \$	4 384 \$	6 764 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 240 \$ (212 \$ en 2021) et de 513 \$ (459 \$ en 2021), respectivement, relativement à la composante à cotisations définies du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains ou des pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, des pertes de réévaluation de 3 150 \$ ont été occasionnées principalement par un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le REE (taux réel de -0,17 % par rapport au taux anticipé de 1,00 %).

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, des gains de réévaluation de 8 171 \$ ont été réalisés en raison d'une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base (de 3,25 % au 30 juin 2021 à 3,50 % au 30 septembre 2021). Cette augmentation a été compensée en partie par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur aux taux posés par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de -1,05 %, par rapport au taux anticipé de 0,88 %).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2022, des gains de réévaluation de 4 384 \$ ont été réalisés principalement à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base (de 4,00 % au 31 mars 2022 à 5,00 % au 30 septembre 2022). Ces gains ont partiellement été compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -11,49 % par rapport au taux anticipé de 2,00 %).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2021, des gains de réévaluation de 6 764 \$ ont été occasionnés principalement par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le REE (taux réel de 3,55 % par rapport au taux anticipé de 1,75 %).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 639 \$	2 304 \$	2 635 \$	5 026 \$
RRS	-	6	20	6
ARPD	54	46	108	92
	1 693 \$	2 356 \$	2 763 \$	5 124 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 6 975 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

10. Provisions et éventualités

(a) Provisions

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés ou déposés contre l'ACSTA. En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions ont été déterminées en fonction du résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et de tous les renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2022, les montants évalués par Transports Canada ont été reclassés des provisions aux fournisseurs et autres crédateurs.

(b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les réclamations et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement, pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

Au 30 septembre 2022, il n'y avait aucune poursuite judiciaire importante en cours contre l'ACSTA.

(ii) Coûts de démantèlement

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2022, il n'y a pas eu de changements significatifs concernant les éventualités liées aux coûts de démantèlement de l'ACSTA. La note 10(b)(ii) des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2022 contient une description de ces coûts.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

11. Obligations locatives

L'ACSTA a des contrats de location pour des espaces à bureaux et des centres de données. Elle a pris en compte les options de prolongation pour évaluer les obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Solde à l'ouverture de la période	17 236 \$	10 674 \$
Entrées	139	10 430
Diminutions	-	(49)
Paiements de loyers (note 14)	(2 019)	(4 014)
Charges financières	137	194
Réévaluation au titre du taux de change	-	1
Solde à la clôture de la période	15 493 \$	17 236 \$
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	2 188 \$	3 129 \$
Partie non courante	13 305 \$	14 107 \$

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Paiements de loyers variables	670 \$	375 \$	1 369 \$	923 \$
Contrats de location de faible valeur	15	14	30	31
Contrats de location à court terme	-	16	-	31
Autres frais de location (note 13)	685 \$	405 \$	1 399 \$	985 \$

Les paiements de loyers variables comprennent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 1 698 \$ (1 385 \$ en 2021) et à 3 418 \$ (2 996 \$ en 2021), respectivement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés pour les obligations locatives :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
1 an au plus	2 950 \$	5 931 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	16 544	13 852
Plus de 5 ans	1 714	3 387
	21 208 \$	23 170 \$

12. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
--	----------------------	-----------------

Financement public différé lié aux charges d'exploitation

Solde à l'ouverture de la période	18 241 \$	21 079 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 14)	408 521	674 625
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(412 479)	(677 463)
Solde à la clôture de la période	14 283 \$	18 241 \$

Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

Solde à l'ouverture de la période	406 579 \$	479 306 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 14)	4 350	6 259
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(20 191)	(78 986)
Solde à la clôture de la période	390 738 \$	406 579 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	405 021 \$	424 820 \$

Se reporter à la note 14 pour obtenir un complément d'information sur le financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

13. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	183 706 \$	139 738 \$	340 457 \$	259 355 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	2 716	2 477	5 385	5 141
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	1 443	2 388	3 606	2 911
	187 865	144 603	349 448	267 407
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	10 029	10 647	19 455	19 093
CIZR	307	5	584	177
Formation et certification	96	36	258	93
	10 432	10 688	20 297	19 363
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	16 094	14 835	32 989	32 142
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires ¹	2 045	1 365	4 116	2 746
Frais de bureau et frais informatiques	1 674	1 692	3 698	3 193
Autres frais administratifs ²	1 455	1 583	3 108	3 122
Autres frais de location (note 11)	685	405	1 399	985
Communications et sensibilisation du public	202	124	365	173
	22 155	20 004	45 675	42 361
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	9 602	18 676	19 170	37 628
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	903	912	1 792	1 805
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	540	648	1 080	1 296
	11 045	20 236	22 042	40 729
	231 497 \$	195 531 \$	437 462 \$	369 860 \$

¹ Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions et les divers droits d'adhésion et frais d'association.

² Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

14. Financement public

Les crédits parlementaires approuvés pour l'exercice et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de six mois closes le 30 septembre sont les suivants :

	2022	2021
Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier	897 221 \$	852 890 \$
Crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation	(408 521)	(323 768)
Crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	(6 369)	(5 339)
Crédits parlementaires inutilisés	482 331 \$	523 783 \$

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés pour les périodes considérées :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Crédits parlementaires reçus	156 825 \$	156 694 \$	362 825 \$	310 694 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(75 858)	(96 098)	(89 625)	(98 694)
Crédits parlementaires à recevoir	135 321	111 768	135 321	111 768
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 12)	216 288 \$	172 364 \$	408 521 \$	323 768 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les crédits utilisés :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Crédits parlementaires reçus	2 916 \$	13 082 \$	2 916 \$	13 082 \$
Montants à recevoir liés aux périodes précédentes	(3 752)	(14 387)	(2 135)	(12 093)
Crédits parlementaires à recevoir	3 569	2 339	3 569	2 339
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 12)	2 733	1 034	4 350	3 328
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des paiements de loyers (note 11)	1 013	980	2 019	2 011
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers	3 746 \$	2 014 \$	6 369 \$	5 339 \$

15. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné que ces instruments sont à court terme.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	30 septembre 2022		31 mars 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés ¹	1 513 \$	1 513 \$	40 \$	40 \$

¹ La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisé reposant sur des données observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2022 ou de l'exercice clos le 31 mars 2022.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

16. Accords contractuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus importants sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes restant, sans les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	30 septembre 2022	31 mars 2022
Exploitation	1 484 442 \$	1 816 147 \$
Immobilisations	13 954	5 814
	<hr/>	<hr/>
	1 498 396 \$	1 821 961 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

17. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Les crédits parlementaires reçus du gouvernement du Canada constituent la principale source de financement de l'ACSTA. Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, le financement public de 230 879 \$ (197 936 \$ en 2021) et de 434 689 \$ (371 382 \$ en 2021) respectivement, est comptabilisé dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, comprend les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation, les crédits parlementaires pour les paiements de loyers et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les crédits parlementaires à recevoir de 138 890 \$ (91 760 \$ au 31 mars 2022) sont inclus dans les clients et autres débiteurs dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9. Aucune autre transaction n'a été effectuée au cours du trimestre et de la période de six mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Augmentation des clients et autres débiteurs	(58 826) \$	(13 826) \$	(42 977) \$	(12 317) \$
Diminution des stocks	112	284	1 041	705
Diminution des dépenses payées d'avance	3 125	1 846	2 754	2 697
Augmentation des fournisseurs et autres crédeurs	70 558	7 013	90 018	22 172
Diminution des provisions	(200)	-	(200)	-
Augmentation des retenues de garantie	2	-	6	-
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(3 473)	(3 339)	(3 958)	(4 800)
	11 298 \$	(8 022) \$	46 684 \$	8 457 \$

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 183 \$ (12 048 \$ en 2021) et 1 434 \$ (9 754 \$ en 2021), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, la variation des stocks exclut des montants de 236 \$ (1 209 \$ en 2021) et de 163 \$ (1 398 \$ en 2021), respectivement, attribuable à la dépréciation des stocks. Ces montants sont inclus au titre des autres transactions sans effet sur la trésorerie dans le tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, la variation des fournisseurs et autres crédeurs exclut des montants de 1 108 \$ (6 490 \$ en 2021) et de 726 \$ (16 599 \$ en 2021), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022, la variation des retenues de garantie exclut des montants de 24 \$ (352 \$ en 2021) et de 3 \$ (154 \$ en 2021), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

19. Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté

Dans le cadre du Budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de présenter une loi portant sur la création d'une entité indépendante sans but lucratif, établie par l'industrie, qui assumerait la responsabilité du contrôle de la sûreté aérienne dans les aéroports canadiens. La *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* a reçu la sanction royale en juin 2019. Cette loi autorise la cession des actifs et des passifs de l'ACSTA et le transfert de ses activités de contrôle à la nouvelle entité.

Ces faits nouveaux n'ont en rien modifié le mandat de l'ACSTA et elle entend continuer de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités.

Les négociations officielles concernant la vente des actifs et des passifs de l'ACSTA ont été suspendues en mars 2020 alors que le secteur du transport aérien devait faire face à la pandémie de COVID-19. Le calendrier de la vente éventuelle de la société n'a pas encore été établi.